

# CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 1

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 54<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 3-5 giugno 2008)

Raccomandazione n. 816 <sup>(1)</sup>

La revisione della Strategia di sicurezza europea –  
Risposta al rapporto annuale del Consiglio <sup>(2)</sup>

*Trasmessa il 30 giugno 2008*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Estimant que la Stratégie européenne de sécurité, adoptée en 2003, est un bon document qui fait autorité, notamment du fait qu'il est bref et lisible et qu'il constitue une référence décisive pour l'action extérieure de l'Union européenne, et en raison de l'accent qu'il met sur la gestion des crises et de son pouvoir de transformation;

(ii) Soulignant de nouveau le consensus profond qui lie les Etats membres de l'UE, reflété dans la Stratégie européenne

de sécurité, à propos de leur ligne de conduite en matière de politique étrangère, qui s'appuie sur une panoplie d'instruments – l'aide, le commerce, la diplomatie et les moyens militaires;

(iii) Confirmant les objectifs visés par la Stratégie européenne de sécurité, qui invite l'Union européenne à être plus active, à développer ses capacités, à être plus cohérente et à coopérer avec ses partenaires; saluant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de ces objectifs, mais convaincue qu'il faut aller plus loin compte tenu de l'évolution de l'environnement stratégique et de la complexité des défis à relever;

(iv) Rappelant que la Stratégie européenne de sécurité ne fournit aucune

<sup>(1)</sup> Adoptée par l'Assemblée le 3 juin 2008, au cours de sa 1<sup>ère</sup> séance plénière.

<sup>(2)</sup> Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Ducarme, rapporteur (Belgique, Groupe libéral), Document 2000.

information sur les capacités civiles et militaires dont l'Union a besoin pour atteindre ses objectifs;

(v) Consciente que le poids démographique, économique et commercial de l'UE change et convaincue que seule une Europe plus active sur la scène internationale pourra compenser la perte d'influence qu'elle devrait subir sur le plan mondial;

(vi) Saluant la décision prise par le Conseil européen de lancer un nouvel examen de la Stratégie européenne de sécurité et encourageant le Haut représentant de l'UE et Secrétaire général de l'UEO Javier Solana à prendre l'initiative en vue de doter l'Union d'une stratégie en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense propre à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle;

(vii) Encourageant le gouvernement français à soutenir le Haut représentant et Secrétaire général de l'UEO afin qu'il entreprenne un réexamen complet de la Stratégie européenne de sécurité en s'appuyant sur la double présidence UE-UEO pour permettre un nouvel approfondissement et un élargissement du cadre stratégique de l'action à mener par l'Union en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense;

(viii) Estimant que le réexamen de la Stratégie européenne de sécurité n'est que le début d'une révision stratégique plus profonde qui doit être étayée par l'élaboration d'une sous-stratégie militaire précisant les moyens par lesquels l'UE entend atteindre ses objectifs, afin de permettre à ses Etats membres de parvenir à une planification mieux harmonisée de leurs capacités;

(ix) Notant que la Stratégie européenne de sécurité et les opérations civiles et militaires de l'UE, passées et en cours, ont permis de créer une culture stratégique collective spécifiquement européenne, perue de plus en plus comme la marque distinctive de la politique étrangère de l'Europe et incitant des organisa-

tions internationales telles que l'OTAN, l'Union africaine et d'autres à adopter une partie de son discours, de ses méthodes et de ses structures;

(x) Consciente que l'action coercitive, le recours à la force armée et la défense collective constituent les domaines dans lesquels les disparités entre les cultures stratégiques des membres de l'UE sont les plus importantes et le consensus le plus difficile à obtenir, ce qui explique qu'il n'ait pas été possible d'incorporer dans le Traité de Lisbonne une obligation de défense mutuelle équivalente à celle contenue dans le Traité de Bruxelles modifié;

(xi) Notant que la Stratégie européenne de sécurité et le Traité de Lisbonne ne contiennent aucune indication quant aux moyens de légitime défense auxquels il pourrait être nécessaire de recourir si la diplomatie, la non-prolifération, ainsi que la prévention et la gestion des conflits échouaient à assurer la paix et la stabilité;

(xii) Soulignant qu'avec l'achèvement du processus de ratification du Traité de Lisbonne, la nomination des nouveaux dirigeants politiques de l'UE, les prochaines élections au Parlement européen et l'entrée en fonction d'un nouveau Président aux Etats-Unis, l'UE entre dans une phase de transition cruciale, qui sera décisive pour la poursuite du développement de la politique étrangère, de sécurité et de défense européenne;

(xiii) Estimant que les compétences du nouveau Haut représentant (qui sera en même temps Vice-Président de la Commission européenne), soutenu par un nouveau Service européen pour l'action extérieure, rendront l'action extérieure de l'UE plus cohérente, tout en rappelant que certaines questions relatives au rôle de chacun des membres de la nouvelle direction politique de l'exécutif de l'UE doivent encore être éclaircies;

(xiv) Considérant que les opérations civiles et militaires de l'Union, passées et en cours, sont riches d'enseignements et

qu'il importe de s'en inspirer pour élaborer des propositions pertinentes et justifiées, dans le but de rendre la future politique de sécurité et de défense commune (PESD) plus réactive;

(xv) Convaincue que si elle veut être dynamique, l'UE doit poursuivre le développement de ses capacités de planification et de décision et avoir la possibilité de planifier à l'avance les opérations civiles et militaires sur une base permanente;

(xvi) Convaincue que la coopération structurée permanente offre la possibilité de transformer en profondeur les capacités des Etats membres de l'UE en apportant des améliorations quantitatives et qualitatives;

(xvii) Convaincue également que la coopération structurée permanente doit permettre d'établir une solidarité accrue entre les Etats membres en ce qui concerne leur participation aux opérations de PESD et le financement de celles-ci;

(xviii) Saluant l'intention de la France de normaliser ses relations avec l'OTAN et convaincue qu'une telle initiative approfondira la coopération euro-atlantique, renforcera l'OTAN et la politique de sécurité et de défense commune et aidera à définir progressivement un partenariat stratégique mutuellement bénéfique entre l'UE et l'OTAN, contribuant ainsi à promouvoir les valeurs communes, à préserver le mode de vie de nos concitoyens et à protéger leur liberté;

(xix) Déplorant que le déroulement d'un dialogue substantiel entre l'Union européenne et l'OTAN, allant au-delà des questions couvertes par les Accords Berlin Plus, continue de rencontrer des obstacles qui risquent de nuire à l'efficacité des opérations de l'UE et de l'OTAN dans les Balkans occidentaux et en Afghanistan, où les deux organisations travaillent côte à côte sans recourir à ces accords, alors qu'une coopération étroite entre elles s'avère indispensable tant sur le terrain qu'au niveau des états-majors;

(xx) Se félicitant que, pour la première fois, les Etats-Unis soient sur le point de déployer des effectifs dans le cadre d'une opération de PESD, à savoir EULEX Kosovo;

(xxi) Rappelant la complémentarité des compétences, constitutionnelles et basées sur des traités, des parlements nationaux, de l'Assemblée de l'UEO (instrument interparlementaire des parlements nationaux au niveau européen) et du Parlement européen dans les domaines de la sécurité et de la défense;

(xxii) Convaincue que c'est la conjugaison des différentes formes de suivi parlementaire offertes par les parlements nationaux, l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen qui peut assurer le lien le plus complet entre la démarche intergouvernementale et les citoyens de l'Europe et donner la plus grande légitimité démocratique aux opérations civiles et militaires;

(xxiii) Déplorant la réticence actuelle du Parlement européen à coopérer avec l'Assemblée et à exploiter les possibilités offertes aux deux instances de se renforcer mutuellement en améliorant le suivi parlementaire des actions intergouvernementales dans le domaine de la politique étrangère, de sécurité et de défense;

(xxiv) Constatant un regain d'intérêt de l'opinion européenne pour les questions de sécurité au sens large, ainsi qu'une sensibilisation accrue à la corrélation entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, ce qui incite à réfléchir à l'emploi de capacités de PESD à l'appui des autres initiatives politiques de l'Union,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE ET DE L'OTAN, A:**

1. Donner un caractère doctrinal au Traité de Lisbonne pour la politique européenne de sécurité et de défense en se référant à l'article 21 du Traité en vue de donner une signification claire à la politique extérieure, de sécurité et de défense de l'Union européenne.

Afin d'assurer sa pleine lisibilité et la compréhension des peuples européens et de la communauté internationale, la politique européenne de sécurité et de défense et la Stratégie européenne de sécurité ont besoin d'une ligne claire qui précise la portée de leur intervention.

Les travaux futurs de l'Union doivent être articulés sur cette base en rappelant que la doctrine extérieure, de sécurité et de défense de l'Union est établie sur des principes fondamentaux dont l'objectif est de:

1.1. Viser à promouvoir la démocratie, l'Etat de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la Charte des Nations unies et du droit international;

1.2. Sauvegarder ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité;

1.3. Préserver la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale;

1.4. Promouvoir un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.

Dans ce cadre, il est opportun de:

1.5. Créer un groupe informel de pays de l'UE afin d'établir des relations de travail étroites entre ses membres et d'intensifier l'action des institutions européennes. Tous les Etats membres de l'Union doivent être invités à faire partie de ce groupe;

1.6. Mandater le Haut représentant /Vice-président de la Commission de l'Union européenne pour l'élaboration d'ici le 15 juin 2009 d'un Livre blanc intitulé « Politique européenne extérieure, de sécurité et de défense: voies et moyens 2009-2019 », présentant l'ensemble argumenté des propositions d'actions communautaires en tenant compte de la stratégie budgétaire de l'Union. Le Livre blanc doit

intégrer la dimension transversale de cette politique avec l'ensemble des secteurs concernés comme l'aide au développement, l'agriculture, le commerce international, l'industrie, l'énergie;

1.7. Poursuivre le dialogue avec les parlements nationaux par la tenue de réunions régulières entre les commissions de l'Assemblée (compte tenu du potentiel offert par l'Assemblée en tant qu'instrument de dialogue interparlementaire sur la politique de sécurité et de défense commune) et les ambassadeurs du Conseil permanent de l'UEO et du Comité politique et de sécurité de l'UE, reconnaissant ainsi non seulement le rôle constitutionnel joué par les parlementaires dans les parlements nationaux mais aussi leur fonction de relais auprès de l'opinion publique;

1.8. Définir un cadre opérationnel de contrôle parlementaire tenant compte de l'évolution institutionnelle et dans une première phase, inclure dans les effectifs du Service européen pour l'action extérieure des fonctionnaires détachés des parlements nationaux, de l'Assemblée de l'UEO et du Parlement européen sachant répondre aux besoins spécifiques des parlements en assurant un service de liaison parlementaire;

1.9. Réaliser un sondage d'opinion qualitatif de grande ampleur auprès des citoyens de l'UE, y compris ceux établis hors des pays de l'Union, concernant leurs préoccupations en matière de sécurité, le rôle joué par l'Union dans le monde et ce qu'ils attendent de la politique de sécurité et de défense commune.

2. Concilier, dans la mise en oeuvre concrète et progressive de la PESD et de la SES, les dispositions d'« assistance mutuelle » du Traité de Lisbonne et la clause de « défense mutuelle » du Traité de Bruxelles modifié en donnant la primauté à la « défense mutuelle ». Ce choix de méthode permet:

2.1. D'envisager l'extension de cette garantie de protection et d'intervention automatique, immédiate et préalablement

organisée, de manière à assurer la sécurité des citoyens européens menacés, qu'ils vivent sur le territoire européen ou qu'ils soient établis hors de l'Union européenne;

2.2. De mettre en oeuvre le Protocole sur la coopération entre l'Union européenne et l'UEO annexé au Traité de Lisbonne dans la mesure où l'engagement européen de défense collective contenu dans le Traité de Bruxelles modifié conserve toute son importance stratégique;

2.3. De donner à la politique européenne de lutte contre le terrorisme les moyens opérationnels d'une action permanente et en temps réel;

3. Encourager le recours à la coopération structurée permanente pour permettre à tous les Etats membres, de l'UEO immédiatement, et de l'Union européenne progressivement, de participer selon leurs capacités et de regrouper, en fonction des besoins, les efforts entrepris pour la sécurité et la défense.

Afin de mettre en mouvement ce choix stratégique dont la préoccupation devrait être au centre du rapport du Haut représentant de l'Union demandé par le Conseil européen du 14 décembre 2007, il convient:

3.1. De veiller à exploiter pleinement le potentiel offert par la coopération structurée permanente, tout en respectant le principe opérationnel selon lequel tous les membres sont libres d'y prendre part sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions requises pour sa mise en oeuvre;

3.2. De développer la capacité permanente de planification et de conduite des opérations civiles et militaires, en veillant à la déployabilité rapide des forces d'intervention, tant sur le territoire de l'Union européenne qu'à l'extérieur;

3.3. De recourir à cette coopération structurée permanente pour élaborer un système de financement permettant de répartir plus largement le coût des opérations entre tous les Etats membres qui soutiennent une opération de PESD, que

ceux-ci fournissent ou non des effectifs militaires ou autres;

3.4. D'élaborer une stratégie européenne de veille ayant la capacité d'intervention civile et militaire pour protéger, sauvegarder et si nécessaire évacuer des citoyens européens en danger, dans l'Union européenne et en dehors, cette force d'intervention pouvant être utilisée en cas de nécessité humanitaire au profit de toute population extérieure à l'Union européenne;

3.5. De charger le Comité militaire de l'UE, en coopération avec l'Agence européenne de défense, d'une part d'élaborer une sous-stratégie militaire à la Stratégie européenne de sécurité qui présenterait des scénarios d'interventions possibles de l'UE et expliciterait les capacités nécessaires, et d'autre part de lancer des programmes multi-annuels pour le développement des capacités militaires en s'appuyant sur ces scénarios;

3.6. De créer un programme européen « Erasmus militaire » pour la formation et l'échange de membres des forces armées, afin de favoriser une meilleure connaissance des cultures militaires des Etats membres et de faciliter l'interopérabilité entre les forces armées européennes.

4. Définir un partenariat clair entre l'UE et l'OTAN. Au moment où l'OTAN doit déterminer le contenu de son nouveau Concept stratégique, et compte tenu de la double appartenance de la majorité de ses membres, un contenu clair doit être donné à ce partenariat essentiel et l'Union européenne doit:

4.1. Préciser la part d'autonomie, de liberté et de charges propres qu'elle entend assumer pour assurer sa sécurité et sa défense;

4.2. Mettre en oeuvre une chaîne de commandement européenne disposant de l'ensemble des moyens permettant l'acquisition et la maîtrise de l'information et du renseignement afin de mesurer et d'appré-

cier librement et indépendamment toutes les situations de sécurité et de défense;

4.3. Etablir un dialogue régulier et direct avec la nouvelle administration des Etats-Unis sur le développement futur de la PESD et la coopération avec l'OTAN, les problèmes sécuritaires actuels et les obstacles empêchant l'UE et l'OTAN de se saisir d'autres questions que celles qui ont trait aux opérations en cours au titre des Accords Berlin Plus;

4.4. Chercher à approfondir la coopération avec la Russie sur les opérations de PESD en tenant compte des aspects spécifiques de la dimension Nord de sa politique de voisinage;

4.5. Renforcer la coopération en matière de sécurité avec la Turquie, pays candidat à l'adhésion à l'UE qui a apporté un soutien et une contribution active au développement de la PESD, notamment en participant aux opérations de PESD;

4.6. Décider de la finalité de sa présence en Afrique en partenariat avec l'Union africaine.

5. Accélérer la mise en place d'un marché européen des équipements de défense ouvert et compétitif pour renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne en y incluant les initiatives de la Commission européenne. A cet effet, il convient:

5.1. D'envisager le lancement d'un programme-cadre 2009-2014 portant sur les équipements et technologies de défense pour faciliter la coopération dans ce domaine, permettant une meilleure interopérabilité des programmes nationaux d'armements et d'équipements;

5.2. D'accélérer l'application des règles du marché unique européen et de la concurrence à ce secteur industriel;

5.3. D'élaborer un concept d'opérationnalité spatiale pour la PESD avec l'utilisation des ressources et moyens spatiaux, nationaux et européens, existants et en cours de réalisation, en envisageant le développement de nouvelles capacités telles que l'alerte avancée spatiale, et en prévoyant la mise à disposition et le financement de l'accès sécurisé aux outils existants et à ceux, comme Galileo, en cours de réalisation.

**N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 816 <sup>(1)</sup>La revisione della Strategia di sicurezza europea –  
Risposta al rapporto annuale del Consiglio <sup>(2)</sup>

L'ASSEMBLEA,

(i) Ritenendo che la Strategia di sicurezza europea, adottata nel 2003, sia un documento valido e autorevole perché, nello specifico, è conciso e comprensibile, costituisce un riferimento determinante per l'azione esterna dell'Unione europea e in quanto è incentrato sulla gestione delle crisi e sul potere di trasformazione;

(ii) Ribadendo il profondo consenso che lega gli Stati membri dell'UE, riflesso nella Strategia di sicurezza europea, in merito alla loro linea di condotta in materia di politica estera, che poggia su un'ampia gamma di strumenti, come i sussidi, il commercio, la diplomazia e i mezzi militari;

(iii) Confermando gli obiettivi della Strategia di sicurezza europea, che invita l'Unione europea ad essere più attiva, a sviluppare le proprie capacità, ad essere più coerente e a cooperare con i propri partner; accogliendo con favore i progressi fatti nella realizzazione di tali obiettivi, pur nella convinzione che occorra impegnarsi ulteriormente, considerando l'evol-

uzione dell'ambiente strategico e la complessità delle sfide da raccogliere;

(iv) Ricordando che la Strategia di sicurezza europea non fornisce alcuna informazione sulle capacità civili e militari necessarie all'Unione per la realizzazione dei propri obiettivi;

(v) Consapevole che il peso demografico, economico e commerciale dell'UE sta cambiando e nella convinzione che soltanto un'Europa più attiva sulla scena internazionale potrà compensare la perdita d'influenza che essa potrebbe subire sul piano mondiale;

(vi) Accogliendo con favore la decisione del Consiglio europeo di avviare una revisione della Strategia di sicurezza europea ed esortando l'Alto Rappresentante dell'UE e Segretario generale dell'UEO, Javier Solana, a prendere l'iniziativa nel dotare l'Unione di una strategia in materia di politica estera, sicurezza e difesa atta a raccogliere le sfide del XXI secolo;

(vii) Esortando il governo francese a sostenere l'Alto Rappresentante dell'UE e Segretario generale dell'UEO nell'avviare una revisione completa della Strategia di sicurezza europea, basandosi sulla doppia presidenza UE-UEO, per consentire un nuovo approfondimento e un ampliamento del quadro strategico dell'azione dell'Unione europea in materia di politica estera, sicurezza e difesa;

<sup>(1)</sup> Adottata dall'Assemblea nel corso della prima seduta, il 3 giugno 2008.

<sup>(2)</sup> Esposizione dei motivi: si veda la relazione presentata a nome della Commissione politica dall'On. Daniel Ducarme, Relatore (Belgio, Gruppo liberale), Documento 2000.

(viii) Ritenendo che la revisione della Strategia di sicurezza europea non sia che l'inizio di una revisione strategica più profonda che deve essere sostenuta dall'elaborazione di una sottostrategia militare, precisando i mezzi con i quali l'UE intende realizzare tali obiettivi, al fine di consentire agli Stati membri di giungere a una pianificazione più armonizzata delle proprie capacità;

(ix) Constatando che la Strategia di sicurezza europea e le operazioni civili e militari dell'UE, sia attuali che passate, hanno permesso di creare una cultura strategica collettiva propriamente europea, avvertita sempre di più come il segno distintivo della politica estera europea ed esortando le organizzazioni internazionali, come la NATO, l'Unione africana e altre ad adottare una parte della sua impostazione, dei suoi metodi e delle sue strutture;

(x) Consapevole che nell'ambito dell'azione coercitiva, dell'uso della forza armata e della difesa collettiva le differenze tra le culture strategiche degli Stati membri dell'UE sono le più ampie e il consenso il più difficile da ottenere, e dunque dell'impossibilità di includere nel Trattato di Lisbona un obbligo di difesa reciproca equivalente a quello espresso nel Trattato di Bruxelles modificato;

(xi) Constatando che la Strategia di sicurezza europea e il Trattato di Lisbona non contengono alcuna indicazione sui mezzi di legittima difesa a cui potrebbe essere necessario ricorrere qualora la diplomazia, la non proliferazione, la prevenzione e la gestione dei conflitti fallissero nel tentativo di garantire pace e stabilità;

(xii) Sottolineando che con il completamento del processo di ratifica del Trattato di Lisbona, la nomina dei nuovi leader politici dell'UE, le prossime elezioni al Parlamento europeo e l'insediamento di un nuovo Presidente degli Stati Uniti, l'UE entra in una fase cruciale di transizione, che sarà decisiva per lo sviluppo ulteriore

della politica estera, di sicurezza e di difesa europea;

(xiii) Ritenendo che le competenze del nuovo Alto Rappresentante (che allo stesso tempo sarà Vicepresidente della Commissione europea), sostenuto da un nuovo Servizio europeo per l'azione esterna, renderanno l'azione esterna dell'UE più coerente, ricordando tuttavia che occorre ancora chiarire alcune questioni relative al ruolo di ciascun membro della nuova leadership politica dell'esecutivo dell'UE;

(xiv) Considerando che le operazioni civili e militari dell'Unione, sia attuali che passate, sono fonte di insegnamenti da cui trarre spunto per elaborare proposte pertinenti e legittime, allo scopo di rendere più reattiva la futura politica di sicurezza e di difesa comune;

(xv) Convinta che per essere dinamica l'UE debba sviluppare ulteriormente le proprie capacità di pianificazione e decisione, nonché avere la possibilità di pianificare in anticipo le operazioni civili e militari su una base permanente;

(xvi) Convinta che la cooperazione strutturata permanente dia la possibilità di trasformare profondamente le capacità degli Stati membri dell'UE, apportando dei miglioramenti di tipo quantitativo e qualitativo;

(xvii) Convinta altresì che la cooperazione strutturata permanente dovrebbe consentire una solidarietà maggiore tra gli Stati membri per quel che concerne la loro partecipazione alle operazioni della PESD (Politica Europea di Sicurezza e di Difesa) e al finanziamento delle stesse;

(xviii) Accogliendo con favore l'intenzione della Francia di normalizzare le sue relazioni con la NATO e convinta che una simile iniziativa approfondirà la cooperazione euro-atlantica, rafforzerà la NATO e la politica di sicurezza e di difesa comune e aiuterà a definire progressivamente un partenariato strategico reciprocamente vantaggioso tra l'UE e la NATO, contribuendo così a promuovere i



valori comuni, a preservare lo stile di vita dei nostri concittadini e a proteggere la loro libertà;

(*xix*) Lamentando che lo svolgimento di un dialogo sostanziale tra l'Unione europea e la NATO, che va al di là delle questioni degli Accordi Berlino Più, continua a incontrare degli ostacoli che rischiano di danneggiare l'efficacia delle operazioni dell'UE e della NATO nei Balcani occidentali e in Afghanistan, dove le due organizzazioni lavorano fianco a fianco senza ricorrere ai suddetti accordi, mentre una cooperazione stretta tra di esse risulta essere indispensabile sia sul campo sia a livello di Stati maggiori;

(*xx*) Accogliendo con favore che, per la prima volta, gli Stati Uniti siano sul punto di spiegare personale nell'ambito di un'operazione della PESD, vale a dire EULEX Kosovo;

(*xxi*) Ricordando la complementarità delle competenze costituzionali e di quelle basate su trattati dei parlamenti nazionali, dell'Assemblea dell'UEO (strumento interparlamentare dei parlamenti nazionali a livello europeo) e del Parlamento europeo in materia di sicurezza e di difesa;

(*xxii*) Convinta che la combinazione delle diverse forme di controllo parlamentare fornite dai parlamenti nazionali, dall'Assemblea dell'UEO e dal Parlamento europeo possa assicurare il raccordo più efficace tra l'azione intergovernativa e i cittadini europei e che possa conferire la più alta legittimità democratica alle operazioni civili e militari;

(*xxiii*) Lamentando l'attuale reticenza del Parlamento europeo a collaborare con l'Assemblea e a sfruttare le possibilità date alle due istituzioni di rafforzarsi reciprocamente migliorando il controllo parlamentare sulle azioni intergovernative in materia di politica estera, di sicurezza e di difesa;

(*xxiv*) Constatando un rinnovato interesse dei cittadini europei per le que-

stioni relative alla sicurezza in senso lato, nonché una maggiore sensibilizzazione riguardo la correlazione tra sicurezza interna ed esterna, il che spinge a riflettere sull'utilizzo delle capacità della PESD a sostegno delle altre iniziative politiche dell'Unione,

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UE E DELLA NATO, A:**

1. Conferire un carattere dottrinale al Trattato di Lisbona relativamente alla politica europea di sicurezza e di difesa, in riferimento all'articolo 21 del Trattato, al fine di dare un significato chiaro alla politica estera, di sicurezza e di difesa dell'Unione europea.

Al fine di assicurarne la loro completa leggibilità e comprensione da parte dei popoli europei e della comunità internazionale, è necessario delineare in modo chiaro la portata dell'intervento della politica europea di sicurezza e difesa e della Strategia di sicurezza europea.

I lavori futuri dell'Unione devono svilupparsi su questa base, ricordando che la dottrina esterna, di sicurezza e di difesa dell'Unione si fonda su principi fondamentali, il cui scopo è di:

1.1. Mirare a promuovere la democrazia, lo Stato di diritto, l'universalità e l'indivisibilità dei diritti umani e delle libertà fondamentali, il rispetto della dignità umana, i principi di uguaglianza e di solidarietà e il rispetto dei principi della Carta delle Nazioni Unite e del diritto internazionale;

1.2. Salvaguardare i valori, gli interessi fondamentali, la sicurezza, l'indipendenza e l'integrità dell'Unione;

1.3. Mantenere la pace, prevenire i conflitti e rafforzare la sicurezza internazionale;

1.4. Promuovere un sistema internazionale basato su una cooperazione multilaterale rafforzata e su una buona governance a livello mondiale.

A tale proposito, risulta opportuno:

1.5. Creare un gruppo informale di paesi dell'UE, al fine di stabilire rapporti stretti di lavoro tra i propri membri e d'intensificare l'azione delle istituzioni europee. Tutti gli Stati membri dell'Unione devono essere invitati a far parte del suddetto gruppo;

1.6. Incaricare l'Alto Rappresentante/Vice-presidente della Commissione dell'Unione europea di elaborare entro il 15 giugno 2009 un Libro bianco dal titolo « Politica europea estera, di sicurezza e di difesa: strumenti e mezzi 2009-2019 », che presenti una serie argomentata di proposte di azioni comunitarie che tengano in considerazione la strategia di bilancio dell'Unione. Il Libro bianco deve integrare la dimensione trasversale di tale politica con tutti i settori interessati, quali gli aiuti allo sviluppo, l'agricoltura, il commercio internazionale, l'industria, l'energia;

1.7. Perseguire il dialogo con i parlamenti nazionali attraverso riunioni regolari tra le commissioni dell'Assemblea (considerando il potenziale offerto dall'Assemblea in quanto strumento di dialogo inter-parlamentare sulla politica di sicurezza e di difesa comune) e gli ambasciatori del Consiglio permanente dell'UEO e del Comitato politico e di sicurezza dell'UE, riconoscendo così non solo il ruolo costituzionale svolto dai parlamentari nei parlamenti nazionali, ma anche la loro funzione di raccordo con l'opinione pubblica;

1.8. Definire un quadro operativo per il controllo parlamentare, che tenga conto dell'evoluzione istituzionale, e includere, in un primo momento, tra il personale del Servizio europeo per l'azione esterna dipendenti dei parlamenti nazionali, dall'Assemblea dell'UEO e dal Parlamento europeo, che siano in grado di far fronte alle specifiche necessità dei parlamenti, assicurando un servizio di collegamento parlamentare;

1.9. Effettuare un sondaggio d'opinione di vasta portata tra i cittadini del-

l'UE, ivi compresi quelli residenti al di fuori dei paesi dell'Unione, sulle loro preoccupazioni in materia di sicurezza, sul ruolo svolto dall'Unione nel mondo e sulle loro aspettative nei confronti della politica di sicurezza e di difesa comune.

2. Conciliare, nell'attuazione concreta e progressiva della PESD e della SSE, le disposizioni di « assistenza reciproca » del Trattato di Lisbona e la clausola di « difesa reciproca » del Trattato di Bruxelles modificato, dando precedenza alla « difesa reciproca ». Questa scelta consente di:

2.1. Prevedere l'estensione di questa garanzia di protezione e di intervento automatico, immediato e previamente organizzato, in modo da assicurare la sicurezza dei cittadini europei in pericolo, sia che risiedano in territorio europeo, sia che vivano al di fuori dell'Unione;

2.2. Attuare il Protocollo sulla cooperazione tra l'Unione europea e l'UEO allegato al Trattato di Lisbona, nella misura in cui l'impegno europeo in materia di difesa collettiva previsto dal Trattato di Bruxelles modificato conservi tutta la sua importanza strategica ;

2.3. Fornire alla politica europea di lotta al terrorismo i mezzi operativi per un'azione permanente e in tempo reale;

3. Incoraggiare il ricorso alla cooperazione strutturata permanente, al fine di consentire a tutti gli Stati membri, dell'UEO nell'immediato e dell'Unione europea nel tempo, di partecipare a seconda delle loro capacità e di unire, in base alle necessità, gli sforzi compiuti per la sicurezza e la difesa.

Al fine di attivare questa scelta strategica, che dovrebbe essere al centro del rapporto dell'Alto Rappresentante dell'Unione richiesto in occasione del Consiglio europeo del 14 dicembre 2007, risulta opportuno:

3.1. Garantire il pieno utilizzo del potenziale offerto dalla cooperazione strutturata permanente, nel rispetto del principio operativo secondo il quale tutti i

membri sono liberi di partecipare a patto che essi soddisfino le condizioni richieste per la sua attuazione;

3.2. Sviluppare la capacità permanente di pianificazione e conduzione delle operazioni civili e militari, garantendo lo spiegamento rapido delle forze d'intervento, sia sul territorio dell'Unione europea, sia all'esterno;

3.3. Ricorrere a questa cooperazione strutturata permanente per elaborare un sistema di finanziamento che consenta di ripartire più ampiamente il costo delle operazioni tra tutti gli Stati membri che sostengano un'operazione della PESD, che essi forniscano o meno effettivi militari o altro;

3.4. Elaborare un sistema europeo di allerta precoce con capacità d'intervento civile e militare al fine di proteggere, tutelare e, se necessario, evacuare cittadini europei in pericolo, sia nell'Unione europea, sia al di fuori di essa, vista la possibilità di utilizzare tale forza d'intervento per bisogni umanitari, a beneficio di qualsiasi popolazione extra-europea;

3.5. Incaricare il Comitato militare dell'UE, in collaborazione con l'Agenzia europea di difesa, da un lato di elaborare una sottostrategia militare della Strategia di sicurezza europea che presenti dei possibili ambiti d'intervento dell'UE e precisare le capacità necessarie; dall'altro, di promuovere programmi pluriennali per lo sviluppo delle capacità militari sulla base dei suddetti ambiti;

3.6. Creare un programma europeo « Erasmus militare » per l'addestramento e lo scambio di membri delle forze armate, al fine di favorire una migliore conoscenza delle culture militari degli Stati membri e di facilitare l'interoperatività tra forze armate europee.

4. Definire un partenariato chiaro tra l'UE e la NATO. Nel momento in cui la NATO si trova a dover determinare il contenuto del suo nuovo Concetto strategico e, considerata la duplice apparte-

nenza della maggioranza dei suoi membri, si deve definire in modo chiaro il contenuto di questo partenariato fondamentale e l'Unione europea deve:

4.1. Precisare il grado di autonomia, di libertà e di condivisione degli oneri che essa intende assumersi per garantire la propria sicurezza e difesa;

4.2. Attuare una catena europea di comando che disponga di tutti i mezzi necessari all'acquisizione e la gestione dell'informazione e dei servizi segreti, al fine di misurare e valutare liberamente e autonomamente tutte le situazioni di sicurezza e di difesa;

4.3. Stabilire un dialogo regolare e diretto con il nuovo governo degli Stati Uniti sullo sviluppo futuro della PESD e la cooperazione con la NATO, i problemi di sicurezza attuali e i fattori che ostacolano l'UE e la NATO nell'occuparsi di questioni diverse da quelle riguardanti le operazioni in corso sulla base degli Accordi Berlino Più;

4.4. Cercare di intensificare la cooperazione con la Russia sulle operazioni della PESD, considerando gli aspetti specifici della dimensione Nord della propria politica di vicinato;

4.5. Rafforzare la cooperazione in materia di sicurezza con la Turchia, paese candidato all'adesione all'UE, che ha fornito sostegno e contributo attivo allo sviluppo della PESD, in particolare partecipando alle operazioni PESD;

4.6. Stabilire la finalità della propria presenza in Africa in partenariato con l'Unione africana.

5. Accelerare l'istituzione di un mercato europeo degli equipaggiamenti di difesa (EDEM) aperto e competitivo per rafforzare la base industriale e tecnologica di difesa europea, ivi comprese le iniziative della Commissione europea. A tal fine, risulta opportuno:

5.1. Predisporre l'avvio di un programma quadro 2009-2014 per gli equi-

paggiamenti e le tecnologie di difesa, al fine di facilitare una cooperazione in tale ambito che permetta una migliore interoperatività dei programmi nazionali di armamento e di equipaggiamento;

5.2. Accelerare l'applicazione delle regole del mercato unico europeo e della concorrenza in questo comparto industriale;

5.3. Elaborare un concetto di operatività spaziale per la PESD mediante l'utilizzo di risorse e mezzi spaziali, nazionali ed europei, esistenti o in via di realizzazione, predisponendo lo sviluppo di nuove capacità quali un sistema di allerta precoce spaziale, e prevedendo di mettere a disposizione e di finanziare l'accesso sicuro agli strumenti già esistenti e a quelli in via di realizzazione, quali Galileo.